

# Lutte de classe

## Quand la gangrène du réformisme rongait déjà nos rangs

Après cette présentation, vous trouverez quelques morceaux choisis commentés de « *Front populaire* » de Stéphane Just et Charles Berg paru en 1977. Tous les deux furent des dirigeants de l'OCI (Organisation communiste internationaliste), membres du comité central. Berg en fut exclu en 1979 et Just en 84.

Stéphane Just dirigeait également la revue théorique de cette organisation *La Vérité*, dont les dirigeants ne sont rien d'autre que ceux qui dirigent actuellement le Parti des travailleurs (et son courant communiste internationaliste, l'un se confondant avec l'autre la plupart du temps).

Un témoignage direct.

Il se trouve que c'est justement en 1977 que je prendrai contact avec l'OCI (avec Albert un vieux militant qui connaissait bien Lambert, à Suresnes - 92), avant de rejoindre cette organisation un an plus tard (à Clichy - 92).

Mise au point. Puisque j'ai reçu le 9 avril dernier un courriel scélérat d'un militant du Groupe pour la construction du parti révolutionnaire, (ex-CPS-Cercle) qui a eu l'esprit assez tordu pour remettre en cause mon passage par l'OCI, si vous en doutiez à votre tour, vous pouvez contacter facilement Christian Eyschen, le secrétaire général de la Libre Pensée, qui était à l'époque mon responsable de secteur sur Clichy, il vous confirmera que j'ai bien milité à l'OCI de 1978 jusqu'au début de 1981.

Dés mon adhésion à l'OCI, je militerai comme un forcené 24h/24 au point de négliger complètement mes propres affaires : plus une chemise à se mettre, plus une assiette propre, pas le temps de faire le ménage, la vaisselle, de repasser, etc. au point que ma compagne, rencontrée lors d'une diffusion le dimanche matin sur le marché et qui deviendra une militante de l'OCI, craquera et envisagera de divorcer, ce qui précipitera notre démission de cette organisation... Je vous passe les détails, beaucoup de camarades se reconnaîtront sans doute dans le portrait que je vais tracer.

Nous étions tous les deux de jeunes militants inexpérimentés, nous avalions tout ce que l'on nous disait, nous suivions l'orientation politique de la direction de notre organisation que nous avions l'impression d'avoir compris et adoptée en toute indépendance, cela flattait notre ego, alors qu'en réalité, nous n'avions ni les moyens ni le temps de réfléchir, ce qui n'excuse en rien d'avoir accepté de vivre et de militer ainsi, même si l'intention était louable, c'était stupide et quelque part suicidaire.

Chaque jour on entendait la même chose, les mêmes mots d'ordre étaient répétés des milliers de fois, ils s'incrustaient dans nos cerveaux sans que nous nous posions davantage de questions. Face à des responsables politiques qui étaient capables de nous écraser littéralement sur le plan théorique et par leurs connaissances livresques de l'histoire, nous n'osions pas poser de questions de crainte de passer pour des ignorants ou nous faire traiter de petit-bourgeois, suprême insulte pour un militant révolutionnaire après celle de stalinien.

Dés lors que nous avons accepté de faire confiance à nos dirigeants, nous acceptions leurs arguments comme paroles d'évangile. C'est cette subordination quasi aveugle qui causera à terme notre propre perte, mais nous ne le savions pas, nous n'aurions même pas pu l'imaginer un seul instant.

Notre volonté à combattre pour la révolution était plus forte que tout et dans l'innocence ou la naïveté de notre jeunesse nous étions prêts à accepter les règles que l'on nous imposait. D'ailleurs sur ce plan, les choses étaient faites de telle sorte que l'on croyait y avoir adhéré librement, de telle sorte qu'il ne nous serait pas venu à l'esprit qu'elles aient pu nous être imposées, encore moins de les remettre en cause. C'était très malicieux et sournois à la fois, mais nous ne nous en rendions pas compte évidemment. Il me faudra attendre plus de 30 ans avant de relire attentivement Lénine, qui disait de ne faire confiance à aucun dirigeant, pas même aux dirigeants du parti bolchevik.

En repensant à tout cela, je me dis aujourd'hui que nous avons bel et bien été manipulés, sciemment manipulés par les dirigeants de l'OCI. Si j'ai un seul conseil à donner aux jeunes militants, c'est de ne jamais faire confiance à des dirigeants, qui plus est lorsqu'ils refusent de répondre à une seule de vos questions. Cela ne s'adresse pas seulement aux militants du PT ou ex-PCI-PT, mais à la totalité des militants. Cela n'a rien à voir avec la paranoïa qui vous pousserait à abandonner toutes activités militantes et à vous cloîtrer chez vous pour ne plus en sortir.

Je vais donner un exemple qui vous permettra de comprendre la différence qui existait entre cette organisation qui est devenu le PT et le parti bolchevik de Lénine.

Aussi loin que vous remontiez dans la parution du journal de l'OCI-PCI-PT *Informations ouvrières*, pendant plus de 45 ans, jamais vous ne trouverez exposées d'analyses contradictoires, pas un seul article opposé à la ligne de la direction, mieux encore, la quasi-totalité de son contenu a toujours été rédigée par leurs dirigeants, même le courrier des lecteurs est un bricolage savamment orchestré. A l'opposé, dans les journaux du parti bolchevik de Lénine, et pas seulement dans la *Pravda*, on pouvait y trouver les différents points de vue qui s'affrontaient au sein même du parti, de plus ils étaient conçus pour donner directement la parole aux ouvriers, Lénine y tenait particulièrement, puisque la crédibilité du parti bolchevik, le pouvoir de Lénine au sein du parti reposait en grande partie sur les militants de base et les cadres intermédiaires qui étaient directement en contact avec les ouvriers. Cela étant dit, on s'aperçoit que l'OCI-PCI n'avait rien à voir avec le parti de Lénine, ce qui n'empêchaient pas leurs dirigeants de prétendre le contraire et de nous tromper délibérément.

Les références à Lénine, au parti bolchevik ou au marxisme en générale servent de caution morale et intellectuelle à ceux qui les utilisent à tour de bras. Ils tentent ainsi de légitimer et de justifier leur propre position en disant d'une certaine manière : si Lénine était encore parmi nous, il serait d'accord avec ce que nous disons, donc vous devez être d'accord avec nous, sinon votre place n'est pas ici. D'une certaine manière, le recours aux marxistes leur tient lieu de preuves et de discussions à la fois, qui toutes deux s'avèrent ensuite inutiles ou sans intérêt à développer. Foutez un coup de pied dans ces béquilles et leurs analyses se retrouvent réduites à néant très souvent.

C'est un procédé parfaitement malhonnête et sournois, puisque leurs auteurs l'emploient sciemment à l'insu des militants pour qu'ils n'aillent pas se poser davantage de questions, on ne sait jamais dès fois qu'ils seraient incapables d'y répondre, cela rabaisserait leur autorité et leur emprise sur les militants. Vous comprenez mieux pourquoi nous n'étions pas portés à nous en poser, surtout que nous étions en permanence épuisés par notre activisme forcené. Les petites phrases apprises par cœur nous remplaçaient avantageusement les analyses que nous n'aurions pas été fichus de faire. Nous croulions sous les charges militantes et nous étions abreuvés de discours et de parutions à lire qui ne nous laissaient pas le temps de faire, d'entendre ou de lire autre chose. Dès lors notre libre arbitre, notre esprit critique était entamé et directement menacé, mais nous ne nous en rendions pas compte. C'est pour cette raison que j'ai déjà écrit que nous n'étions pas seulement embrigadés, mais totalement manipulés et les victimes d'un endoctrinement.

A l'opposé, Lénine fustigeait violemment ceux qui faisaient preuve d'une confiance aveugle dans les dirigeants bolcheviks, d'autre part, la démocratie existait réellement au sein du parti bolchevik en permettant à chacun de s'y exprimer librement et de faire connaître même à l'extérieur ses positions à travers la presse du parti, situation totalement impensable à l'OCI-PCI-PT.

Ces souvenirs, qui correspondent à une période de ma vie où j'avais une activité particulièrement intense presque fébrile, sont gravés pour toujours dans mon cerveau, j'ai encore l'impression qu'ils se sont déroulés hier.

Je me souviens parfaitement du climat politique qui régnait à cette époque.

La majorité des réactions à nos mots d'ordre qui se réduisaient à un seul la plupart du temps : *gouvernement, majorité PS-PCF*, les travailleurs l'accueillait favorablement mais avec réserves, presque toujours avec un air moqueur, un sourire aux lèvres, l'air de dire : vous êtes jeunes, vous ne savez pas de quoi vous parlez, vous n'avez pas vécu ce que nous avons vécu, ils étaient vaccinés, ils avaient sans doute à l'esprit les multiples trahisons du PS et du PCF et leurs misérables histoires, finalement, comme ils voulaient chasser Giscard, ils n'avaient pas d'autre choix sur le moment que de

voter pour le PS ou le PCF, c'est ce que l'on s'employait à leur dire aussi, ils voulaient y croire, mais manifestement sans la moindre illusion déjà à cette époque.

Ils finissaient très souvent par manifester leur accord avec nous, et nous, crédules, nous l'interprétions comme la preuve que nos mots d'ordre étaient exacts, alors qu'ils ne l'étaient pas forcément et que nous ne leur ouvrons en vérité aucune issue politique en dehors de porter concrètement au pouvoir un gouvernement de front populaire, nos réserves demeurant exclusivement du domaine des mots.

Nous ne nous posions aucune question sur la nature de leurs réserves, ce fut notre plus grand tort. Nous les interprétions dans le sens qui nous arrangeait : s'ils ont des réserves, c'est qu'ils vont voter PS ou PCF sans illusion, puis se soulever contre le gouvernement, c'était la ligne politique de la direction de l'OCI, alors qu'en réalité, vaccinés par des décennies de trahisons, par la participation de la SFIO et du PCF à plusieurs gouvernements depuis l'après-guerre, nous ne comprenions pas et surtout nous ne savions pas, que non seulement ils n'avaient déjà plus aucune illusion dans ces partis, mais en plus, et cela est capital, ils ne concevaient aucune issue politique particulière en portant le PS et le PCF au pouvoir pour les raisons que j'ai déjà évoquées, dans la mesure où il n'existait aucun autre parti ouvrier crédible pour assurer la relève, au-delà ils demeuraient totalement désarmés politiquement. Nous avons commis l'erreur, aveuglés par les discours de nos dirigeants, de nous prendre pour ce que nous n'étions pas, une organisation marginale d'environ 5 000 militants implantée essentiellement dans la fonction publique et les universités, mais pas au sein de la classe ouvrière, des millions de travailleurs et jeunes ignoraient encore jusqu'à notre existence.

Je m'en souviens parfaitement, combien de fois n'ai-je pas entendu chaque dimanche matin sur le marché ou lors d'un porte-à-porte : mais qui êtes-vous ? vous êtes nouveaux ? d'où sortez-vous ? bien que nous étions 40 militants sur Clichy au début de 1981, alors imaginez la situation dans le reste de la France où les travailleurs n'avaient jamais vu en chair et en os un seul militant de l'OCI. La politique opportuniste des dirigeants du PCI-OCI et leurs manœuvres surnoisées nous avaient conduit à entretenir les pires illusions, à nous inventer des histoires, c'est le propre des mythomanes qui finissent par croire les propres histoires qu'ils ont inventées. Quand des militants me traitent aujourd'hui de mythomane, de mégalomane ou pire encore, je rigole en silence, je suis déjà vacciné merci, je me dis qu'ils se trompent encore de personne, qu'ils continuent de se faire berner sans s'en apercevoir.

Les dirigeants de l'OCI qui sont les mêmes qui dirigent le PT aujourd'hui en dehors de quelques-uns qui ont été exclus, qui ont démissionné ou qui sont décédés (comme Just en 1997), n'ont jamais cessé de distiller ces contre-vérités qui leur servent à masquer leur compromission avec l'appareil du PS (lisez les entretiens donnés à Karim Landais, il y est question quelque part de rencontres avec Bérégovoy et Mitterrand, etc., rencontrent secrètes révélées bien plus tard par des transfuges ou des cadres exclus de l'OCI-PCI).

Ces dirigeants n'ont jamais cessé de mentir à leurs militants au nom du marxisme, du trotskysme.

Pour vous faire une petite idée de l'ampleur de l'incurie, de l'ignorance et des erreurs politiques qu'ils ont commises, j'ai relu très rapidement les dernières pages de *Front populaire* rédigé par Stéphane Just et Charles Berg paru en 1977. Vous lirez qu'ils ont été jusqu'à écrire entre autres, qu'un gouvernement du PS-PCF entraînerait la liquidation de la Ve République, que l'arrivée du PS-PCF au pouvoir coïnciderait avec l'ouverture d'une crise révolutionnaire, autant d'analyses dont le caractère erroné peut être facilement vérifié par chaque militant sans avoir besoin d'avoir un niveau théorique élevé, puisqu'il suffit de constater que la Ve République est toujours debout 30 ans plus tard, on appelle cela un fait incontournable, une preuve infaillible qu'aucun militant ne pourra nier.

Peu importe les raisons pour lesquelles ses erreurs ont été commises si l'on veut s'en tenir et en rester aux faits qui nous intéressent ici, on peut cependant émettre plusieurs hypothèses. Peut-être que les dirigeants de l'OCI ne poursuivaient pas tous le même objectif, certains défendant les intérêts de leur appareil avec lesquels leurs propres intérêts se confondaient, comme ce fut le cas de Lambert, Hébert, Gluckstein par la suite et bien d'autres je suppose qui dirigent aujourd'hui le PT, alors que d'autres pensaient bien faire et agissaient sincèrement, comme ce fut peut-être le cas de Stéphane Just et d'autres camarades, je ne peux pas l'affirmer catégoriquement.

Il est vrai aussi qu'on a beaucoup du mal à imaginer et encore moins à admettre que des théoriciens se réclamant du marxisme et se livrant à des analyses très profondes et pertinentes de la situation politique internationale, aient pu passer à côté de certaines questions qui au demeurant semblaient élémentaires et à leur portée. Avec le recul, je dirais qu'il leur aurait suffi à l'époque de diffuser sur un marché un dimanche matin pour se rendre compte immédiatement qu'il y avait un problème quelque part, que la ligne qu'ils défendaient ne correspondait ni à la situation politique ni aux expériences et aux attentes des travailleurs.

Personne n'est parfait évidemment, mais il faut bien avouer qu'il y a de quoi être troublé lorsque l'on constate que les mêmes auteurs reproduisaient et reproduiront à l'identique les mêmes erreurs pendant des décennies, après coup, il arrive forcément un moment où l'on s'interroge, on a du mal à se dire qu'ils ne l'ont pas fait volontairement, consciemment, car ce n'étaient pas des crétins non plus.

Je ne veux pas être médisant, mais il est particulièrement choquant de voir qu'en 2007 certains se réclament de Stéphane Just pour reproduire une énième fois les mêmes erreurs. C'est parfaitement leur droit, comme c'est le mien de montrer à travers quelques commentaires succincts, que pas plus les dirigeants de l'OCI de l'époque que Stéphane Just, n'avaient été capables de saisir réellement la situation politique, encore moins de cerner le niveau de conscience des masses populaires. Ceci expliquera les exclusions à répétition, les démissions par milliers aux cours de ces décennies, et finalement, l'impossibilité de construire le parti.

Je pense que pour comprendre la dégénérescence du PCI-OCI-PT et les raisons de l'existence de la multitude de groupes et groupuscules de militants issus de ces formations politiques, il est indispensable de se livrer à un inventaire de leur passé et à une étude des positions successives qu'elles ont adoptées, je parle du PCI-OCI-PT. Je vous garantis que nous ne sommes pas au bout de nos surprises. C'est dans cet objectif que je continue modestement et laborieusement ce travail qui demeurera forcément incomplet, parfois approximatif à défaut de mieux, puisque je ne dispose pas de tous les documents qui seraient nécessaire pour le mener à terme. Souhaitons que d'autres militants prendront la relève et complètement ou corrigeront certains imprécisions ou erreurs involontaires de ma part.

Face à l'enjeu qui ne vous aura pas échappée d'une telle discussion, vous comprendrez qu'il était inévitable pour ne pas dire nécessaire de recourir à la polémique, âmes sensibles et militants enclins à la compassion et à l'ouvriérisme s'abstenir.

---

## Comment les dirigeants de l'OCI-PCI ont distillé l'idéologie réformiste au sein du prolétariat et de leur organisation.

L'« union de la gauche » et l'agonie de la V<sup>e</sup> République. (page 108)

(A en croire nos auteurs, la Ve République « agonisera » dès la disparition de De Gaulle et son remplacement par G. Pompidou (1969). Agoniser signifie que la fin est proche ou être sur le déclin. Or, nos auteurs ne cessent d'insister en disant que la fin de la Ve république est proche nous renvoyant de fait à la première définition. Force est de constater 38 ans plus tard qu'elle est toujours debout, donc l'emploi de ce terme aurait dû être plus mesuré, à moins de vouloir forcer le destin pour lui faire dire autre chose...)

Pourtant, bientôt se produisait un phénomène d'une très grande importance politique : la reconstitution d'un parti socialiste sur les bases de la vieille S.F.I.O. Le phénomène de reconstruction d'un parti socialiste alors que la vieille organisation traditionnelle était en voie de liquidation, ou même pratiquement liquidée, n'est pas particulier à la France. (page 108)

(Essayons de comprendre. Ils parlaient ici de deux partis distincts, d'une part « *d'une vieille organisation traditionnelle* » qui était et « *en voie de liquidation* », et d'autre part de « *la vieille S.F.I.O.* » qui renaîtrait de ses cendres. La seconde formule renvoyait à la S.F.I.O. de 1905 jusqu'à la scission de 1920, tandis que la première formulait la S.F.I.O. née de cette scission et qui s'est perpétuée ensuite. Pourquoi opérer cette dichotomie ? Parce que l'on aurait eu à faire à deux partis totalement différents ? C'est d'une certaine manière ce que nos auteurs s'employaient à nous faire croire et leur intention n'était pas innocente.

En 1905 au congrès du Globe, sur l'impulsion de l'Internationale, différents courants socialistes et républicains (guesdistes, blanquistes, réformistes...) fusionnent pour former la nouvelle Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Cette fusion reposait sur une tentative de synthèse entre la république et le socialisme, entre le patriotisme et l'internationalisme, entre les idées marxistes et la tradition progressiste de la Révolution française bourgeoise.

Au tournant du siècle, à l'époque de *l'impérialisme stade suprême du capitalisme* pour reprendre la formule de Lénine, le socialisme réformiste né au cours de la deuxième partie du XIXe siècle était condamné à se traîner à la remorque de la bourgeoisie ou à disparaître. L'histoire le confirmera en 1914 lorsque la majorité de la SFIO adoptera la politique d'union sacrée, votant les crédits de guerre, s'alignant derrière sa propre bourgeoisie et soutenant le gouvernement, reniant au passage le principe de l'internationaliste.

Cependant, lors du congrès de Tours de 1920, suite à l'échec électoral de 1919, à l'échec syndical des grandes grèves de 1920, mais surtout, suite à la révolution russe de 1917 qui était présente dans tous les esprits, à l'initiative des dirigeants bolcheviks, les dirigeants de la SFIO allaient se retrouver face à l'alternative suivante :

- soit réaffirmer leur soutien aux principes du socialisme français (réformisme, respect du suffrage universel et parlementarisme) défendue par Blum ;

- soit affirmer leur volonté révolutionnaire en acceptant les 21 conditions définies par les bolcheviks pour adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale et soutenir la révolution russe, composante de la révolution mondiale en cours.

Les trois-quarts des congressistes acceptèrent les 21 conditions puis quitteront la SFIO pour créer le Parti communiste français (SFIC-PCF). De son côté Blum continuera de diriger ce qui restait de la SFIO, la « Vieille maison ».

Résumons. A partir de 1920, nous aurons d'un côté le PCF constitué par les éléments « révolutionnaires » qui avaient quitté la SFIO, et d'un autre, la SFIO avec ses différents courants socialistes réformistes et républicains, épurée de son courant révolutionnaire. La seule différence qui permettait de dissocier dorénavant la « vieille » SFIO d'avant le congrès de Tours avec celle d'après 1920, reposait uniquement sur l'existence ou non d'un courant « révolutionnaire » en son sein.

J'ai envie d'ajouter que la plupart des dirigeants qui allaient adopter les 21 conditions et former le PCF étaient les mêmes qui quelques années auparavant avaient renié l'internationalisme. Cela permet de comprendre les problèmes que Lénine et Trotsky rencontrèrent dès le début avec ce parti « communiste ».

Cela étant dit, revenons à l'assertion de Just et Berg.

Suivez bien. En affirmant en 1977 que le PS se reconstruisait sur les bases de la « vieille » SFIO, ils prétendaient donc que le PS aurait réintroduit un courant révolutionnaire en son sein. Or chaque militant a pu et peut vérifier encore aujourd'hui que c'était absolument faux, que ce courant n'a jamais existé au sein de la SFIO devenu PS en 1969. Alors à quoi pouvait servir une telle mystification de la part des dirigeants de l'OCI ?

Si cette mystification ne reposait pas sur l'existence d'un tel courant en tant que tel, elle devait bien reposer sur quelque chose. Assurément, elle reposait sur les déclarations de Mitterrand qui s'était engagé à rompre avec le capitalisme, alors que rien concrètement ne permettait d'affirmer qu'il avait véritablement l'intention de s'engager dans cette voie, puisque ni le programme du PS ni le

programme de gouvernement qu'il proposait, et encore moins son alliance avec le parti bourgeois du Mouvement des radicaux de gauche ne permettait de l'affirmer encore moins de le prouver.

Pour les dirigeants de l'OCI, il avait suffi que Mitterrand s'épanche en déclarations et promesses en tous genres – contradictoires évidemment, mais de cela ils ne tiendront pas compte non plus, que son programme de gouvernement renferme quelques réformes bourgeoises, comme par exemple la nationalisation de banques et de quelques entreprises, pour aboutir à la conclusion que la « vieille » SFIO renaissait de ces cendres, et que le PS, parti dont la politique de soutien au capitalisme ne s'était jamais démentie, redevenne miraculeusement un véritable parti ouvrier.

Cette analyse coïncidait non pas avec la réalité des faits et les intérêts du prolétariat, mais avec la position et les rapports qu'avaient établis de longue date l'appareil de l'OCI avec celui du PS, ce que nous ne soupçonnions pas en tant que militant de base évidemment.

En adoptant cette position les dirigeants de l'OCI savaient pertinemment ce qu'ils faisaient, non seulement ils prétendaient que le PS pouvait devenir autre chose que ce qu'il était, ce qui permettait d'alimenter des illusions sur son éventuelle évolution à « gauche » et de le porter au pouvoir, mais surtout cela allait permettre aux dirigeants de l'OCI de justifier leur ligne politique et le soutien sans faille qu'ils lui apporteront avant comme après le 10 mai 81, sans parler de leurs tractations en coulisses avec Mitterrand, dans le dos des militants, il faut le rappeler, et qui seront révélés plus tard.

Comment cela se traduira concrètement ?

Avant le 10 mai 81, nous ferons ouvertement campagne pour que Mitterrand soit élu appelant les travailleurs à voter pour le candidat le mieux placé pour l'emporter, donc pour Mitterrand, l'OCI ne présentera aucun candidat au premier tour, et au second tour, nous appellerons à voter pour lui pratiquement sans réserve, après avoir collé ses affiches avec les adhérents du PS, etc.

Après le 10 mai 81, les dirigeants de l'OCI demanderont à Mitterrand et à la majorité PS-PCF de mettre en œuvre leur programme d'Union de la gauche, ce qu'ils s'emploieront à faire avec zèle, sauf qu'ils oublieront de rompre avec le capitalisme ! On connaît la suite malheureusement.

On peut dire sans la moindre hésitation que les dirigeants de l'OCI ont été les artisans d'une formidable escroquerie politique qui consista à colporter les pires illusions sur la capacité du PS à redevenir la « vieille » SFIO, en enchaînant le prolétariat au front populaire.

S'ils ne trouveront aujourd'hui aucun argument pour démentir ou contredire ce qui vient d'être dit, par contre, il est certain qu'ils continueront de prétendre que malgré tout il fallait soutenir Mitterrand et appeler à voter pour lui. Notez que 99% des militants du PT ou issus de l'OCI-PCI le pensent toujours.

Pour être bref sur ce point. A plusieurs reprises dans d'autres textes j'ai déjà abordé cette question en expliquant que le prolétariat avait déjà fait plusieurs fois dans le passé l'expérience d'un gouvernement du PS et du PCF, notamment entre 1946 et 1958, et que pour cette raison, prétendre qu'il avait encore des illusions tenaces et profondes dans ces partis était faux et ne pouvait constituer pour cette raison un argument suffisant pouvant justifier de les soutenir. Sans parler des trahisons au quotidien pendant des décennies du PS, du PCF et des appareils des syndicats qui leur étaient liés et que les travailleurs auraient effacées de leur mémoire comme par enchantement du jour au lendemain, selon les dirigeants de l'OCI, balivernes qu'aucun militant un peu sensé ne peut croire un seul instant.

Nous aurions dû combattre sur notre programme, encore aurait-il fallu en avoir un, car en dehors du *Programme de transition* de Trotsky, nous étions totalement désarmés politiquement, c'est la raison pour laquelle j'ai dit que les réserves que nous émettions en appelant à voter Mitterrand n'avaient finalement aucune valeur, c'était du vent pour masquer la capitulation de nos dirigeants. Nous aurions dû combattre sur notre programme si nous en avions eu un, un programme de revendications transitoires posant la rupture avec le capitalisme comme condition préalable à sa réalisation, présenter un candidat au premier tour en défendant notre programme pour le faire connaître aux travailleurs, et au second tour, nous n'aurions pas dû appeler à voter Mitterrand, nous aurions dû nous appuyer sur l'expérience passée de la lutte de classe du prolétariat pour lui permettre de s'exprimer en toute indépendance par rapport à la bourgeoisie, mais aussi par rapport au PS et au

PCF, car, que ce soit Giscard ou Mitterrand qui soit élu, c'était le même programme qu'ils auraient à combattre dès le lendemain des élections.

Il faut bien comprendre, qu'à nous seuls nous n'aurions pas pu inverser le cours des choses ni même pesé de façon significative sur la situation politique, cela ne pouvait donc pas être notre objectif. Par contre, si nous avions disposé d'un programme et que nous l'avions défendu au cours de la campagne électorale, nous aurions pu assurer la continuité de notre combat après les élections sur la base de ce programme et en profiter pour nous renforcer, car c'était le seul objectif que nous pouvions raisonnablement nous fixer, à partir du moment où nous n'étions en rien liés ou responsables de la politique réactionnaire mise en œuvre par le PS et le PCF, nos actes demeuraient en phase avec nos paroles, de cette façon nous aurions pu nous prévaloir auprès des travailleurs et jeunes d'avoir toujours eu une attitude irréprochable, indépendante de la bourgeoisie et ses valets, en nous plaçant résolument à leurs côtés, ce qui ne pouvait évidemment pas être le cas en n'ayant présenté aucun candidat, en ayant appelé à voter Mitterrand sans réserve et pire encore en le soutenant.

Certains diront encore : mais tu n'as pas souvenir de l'euphorie populaire qui a accompagné l'élection de Mitterrand ? Ah si ! à tel point qu'à peine un mois plus tard, lors des législatives, certes le PS et le PCF devenaient majoritaire au Parlement, mais il fallait remonter au 25 novembre 1962 pour retrouver un taux d'abstention aussi élevé, dès lors on pouvait déjà dire que l'euphorie qui avait accompagné son élection avait été un feu de paille, et que les illusions dans Mitterrand et le gouvernement qu'il allait former ne tenait qu'à un fil. Vous voyez, même cet argument ne tient pas.)

(note : j'avais déjà terminé ce travail lorsque j'ai rajouté le passage que vous venez de lire, d'où certaines répétitions.)

Ces partis socialistes (en Europe - NDLR) ne sont pas identiques aux vieux partis socialistes classiques. Ils regroupent des courants extrêmement divers. Pourtant, ils occupent la place et remplissent la fonction des vieux partis sociaux-démocrates, et ce sont des partis ouvriers. Leur apparition avant la chute du régime politique en place modifie rapidement les dispositifs et les rapports politiques. En outre, en France, le nouveau P.S. s'est formellement constitué en réaction aux capitulations antérieures de Guy Mollet et du vieil appareil social-démocrate qui ont amené la quasi-destruction de l'ancien P.S., il s'affirme « unitaire », tout en proclamant son respect des institutions de la V<sup>e</sup> République. (page 108)

(Au menu : confusions, illusions et pures inventions ! Rappel : la SFIO en 1905 n'était-elle pas déjà faite de bric et de broc, guesdistes, blanquistes, réformistes, etc. ? Ensuite, quand on a à l'esprit la personnalité et le parcours politique du Mitterrand on est terrifié en lisant ces lignes. Elles ont été écrites par des « marxistes », ne rigolez pas !

Le PS se « *reconstruirait sur les bases de la vieille SFIO* » faisant croire par là qu'il pourrait évoluer en parti ouvrier, mais comme au même moment il « *proclame son respect des institutions de la V<sup>e</sup> République* », cette évolution s'avérait dès lors totalement impossible. Alors pourquoi Lambert et Just n'en tiendront-ils jamais compte ? Pourquoi se contenteront-ils de conserver la première affirmation et évacueront-ils la seconde discrètement ? La réponse viendra par la suite, car cette caractérisation erronée du PS ne sera pas perdue pour tout le monde.

En fait, vous avez là en substance, la justification politique pratique fabriquée de toutes pièces, qui aboutira à la liquidation du PCI en 1986 qui cèdera la place à un parti purement réformiste, le MPPT, puis le PT avec ses différentes tendances, dont la tendance « socialiste », nous y voilà. En politique, c'est comme dans la nature, rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme. Vous voyez que rien n'était fortuit et que rien ne se perd avec Lambert-Gluckstein. Il existe bien un fil conducteur qui relie la politique réformiste du PT en 2007 à celle de l'OCI en 1977, et même bien au-delà, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Non seulement cette erreur d'appréciation sur le « renouveau » du PS reposait sur une falsification de son passé, ce qui me fait dire que l'orientation politique opportuniste de l'OCI ne datait pas de cette époque, mais qu'elle prenait une nouvelle tournure, on devrait dire une orientation plus résolue et plus visible, et qu'elle allait servir quelques années plus tard aux dirigeants de l'OCI pour expliquer que des pans entiers de militants du PS fidèles au socialisme rompraient avec leur parti, ce qui justifiera la transformation du PCI en MPPT afin de leur fournir soi-disant un cadre d'organisation. Or,

évidemment rien de tel ne se produira en dehors d'une poignée de militants du PS complètement gangrenés par l'idéologie réformiste qui rejoindront le PT.

Personnellement, je n'ai aucun souvenir d'avoir dit à l'époque à un seul travailleur que le PS se reconstruisait sur cette base, et je me demande bien comment nous aurions pu faire pour soutenir une telle assertion, puisqu'elle ne reposait sur aucune réalité tangible. A elle seule, si cette affirmation s'était avérée exacte, elle nous aurait privé de la possibilité de construire un nouveau parti. Car en effet, quant à faire, autant rejoindre l'aile « gauche » du PS qui s'inscrivait dans la continuité de la « vieille » SFIO, au lieu de se casser la tête à construire un autre parti. Lambert n'en aura cure et utilisera cet argument (parmi d'autres) pour justifier la liquidation du PCI. Pour les dirigeants de l'OCI, il suffira à Mitterrand de dire qu'il allait s'engager sur la voie de la rupture avec le capitalisme, pour qu'ils en fassent un militant ouvrier et le croient sur parole, alors qu'aucun élément objectif ne permettait et ne permettra par la suite de le prouver. Là encore, jamais je ne reprendrai cette affirmation électoraliste de Mitterrand en discutant avec des travailleurs.)

Or, le cadre de la V<sup>e</sup> République ne permet pas qu'à une majorité parlementaire de droite, à un gouvernement de droite, succèdent une majorité de gauche et un gouvernement de gauche : la V<sup>e</sup> République n'est pas un régime parlementaire bourgeois. Le simple changement des rapports à l'intérieur des partis prébendiers de la V<sup>e</sup> République, qui dirigent et occupent l'Etat, ouvre une crise mortelle. Ce régime s'identifie à l'U.D.R. à tel point que l'Etat bourgeois actuel a été dénommé l'« Etat-U.D.R. ». L'agonie de la V<sup>e</sup> République a commencé à la mort de Pompidou. (page 109)

(Voilà une affirmation gratuite et fautive, puisque la suite des événements a permis de se rendre compte que la Ve République pouvait s'accommoder parfaitement de « l'alternance » et même de la « cohabitation » dans certaines conditions, dont leurs auteurs n'ont pas cru ou voulu tenir compte à nouveau. Même si vous n'avez pas les moyens de vérifier ou de comprendre le reste de ce document, aucun militant ne peut à la lecture de ce paragraphe et ne pourra dorénavant nier que Just racontait vraiment n'importe quoi. Quand j'étais gosse mes parents m'ont appris au moins une chose : quand tu ne sais pas tu te tais !

La crise de la Ve République fut si « mortelle » qu'elle ne cesse de se relever de ses cendres, simple constat. Just et Berg étaient des fabulateurs ! Just et Berg étaient des mythomanes, me semble-t-il, tout comme Lambert, plus malin, qui tirait les ficelles pendant ce temps là.)

Mitterrand était devenu premier secrétaire du P.S. A son corps défendant, et malgré l'« union de la gauche », sa candidature prenait un caractère de classe - le premier secrétaire du P.S. contre le candidat des partis bourgeois. (page 109)

(Et voilà comment par un tour de passe-passe (une nouvelle fois) le passé détestable de la SFIO et du PS passait au compte des pertes et profits pour se refaire une nouvelle jeunesse avec la bénédiction des dirigeants de l'OCI qui l'affublaient d'un « caractère de classe », ouvrier s'il vous plaît, cela force le respect, évidemment, puisqu'il se présentait « contre le candidat des partis bourgeois », mais le plus épouvantable dans ce passage, c'est que la responsabilité de cette résurrection miraculeuse du PS comme parti ouvrier serait à mettre au compte du prolétariat toujours aussi ignorant et sujet à se faire rouler, pas des dirigeants de l'OCI. On entendra encore le même discours après 81. On pourrait ajouter : jusqu'en avril 2007 ! Mais à part cela, Lambert et Just, ce n'était pas la même boutique, j'ai franchement beaucoup de mal à l'avalier, bien que j'ai de la sympathie pour Just l'ouvrier de la RATP !)

La dissolution de l'Assemblée nationale précipiterait l'effondrement de la V<sup>e</sup> République. Giscard d'Estaing était paralysé. (page 109)

(Grand dieu, on serait presque au bout de nos peines : pas de bol, ce sera pour plus tard, beaucoup plus tard, après 2007 ! On appelle cela parler pour ne rien dire.)

Le gouvernement Giscard-Chirac n'avait d'autre raison que de tenter de comprimer les contradictions irréductibles de la V<sup>e</sup> République agonisante. (page 109)

(Décidément, elle n'en finira jamais « d'agoniser » cette putain de Ve République, jusqu'à ... 2007 et au-delà encore !



Sur le plan sémantique, vous avez sans doute remarqué qu'ils n'arrêtaient pas d'employer des termes ou des expressions qui s'apparentaient à des superlatifs absolus : **irréductibles**, **très** grande importance politique, modification **radicale**, sa **fantastique** puissance, la situation **désespérée**, **l'effondrement** de la V<sup>e</sup> République, une crise **mortelle**, **l'agonie** de la V<sup>e</sup> République, **suprême** manœuvre, une **gigantesque** explosion, la phase **finale**, etc. Pourquoi ? Quel rôle jouent-ils dans leurs discours ? Ils avaient valeur de vérités qui devaient s'imposer à tous les militants, puisque au-delà il n'existait aucun mot, donc pas de discussion possible non plus. )

Situation très difficile. En mai-juin 1968, la classe ouvrière avait montré sa fantastique puissance. Mais la grève générale ne suffit pas : un objectif politique gouvernemental est indispensable pour vaincre. (page 109)

(Notez bien, la situation était déjà « *très difficile* », depuis Lambert et Gluckstein ne cesseront jamais d'entonner les mêmes lamentations démoralisatrices pour masquer leur propre capitulation devant la bourgeoisie. Après leur incurie de 68, appelant les manifestants à désertier les barricades, à chaque pas, ils réduiront le combat contre le capitalisme à une formule gouvernementale (incluant le PS et le PCF), alors que toutes les formules avaient déjà été épuisées depuis 1946, ce dont évidemment ils ne tiendront jamais compte là non plus. Ayant épuisé provisoirement ce créneau après 81, ils persisteront quand même, et à défaut de mieux, ils entonneront un peu plus tard celui de la rupture avec l'UE, dit un dirigeant du CCI-PT qui me l'a confirmé en 2005, ce n'est pas un canular ! Il est vrai que je n'y aurais jamais pensé.)

L'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac a ouvert la phase finale de l'agonie de la V<sup>e</sup> République. (page 110)

(Encore la « phase finale » ! Une fois liquidée, êtes-vous au moins certains qu'elle ne ressuscitera pas un jour avons-nous envie de leur demander ? On retrouvera cette affirmation farfelue assénée des dizaines de fois dans ce livre. Leurs auteurs prenaient tout simplement leurs désirs pour la réalité, et voilà sur quoi reposait l'orientation politique de l'OCI dont se réclament certains militants aujourd'hui.)

Mais l'interpénétration de l'appareil d'Etat et des partis de la V<sup>e</sup> République, de l'U.D.R. principalement, fait que changer de majorité parlementaire entraînerait la crise de l'Etat et amènerait à l'effondrement de la V<sup>e</sup> République. (page 110)

(Tout ce livre est bourré d'analyses totalement erronées du même genre qui ne se rattachaient à aucune réalité comme chacun peut le constater. Et remarquez bien que nous n'avons parcouru que trois pages depuis le début !)

(Juste et Berg remettent cela un peu plus loin)

...gouvernement prononçant le 9 juillet 1977 un important discours à Carpentras, Giscard d'Estaing avoue la situation désespérée de la V<sup>e</sup> République, au printemps, immédiatement après les élections municipales : « *Et maintenant, parlons de nous. D'abord, de nos problèmes. Le printemps avait mal commencé. La confiance était accordée au gouvernement du bout des lèvres, les spécialistes, ravis de l'aubaine, répandaient des rumeurs de crise. On pouvait se demander si les vieux démons n'allaient pas renaître et si les querelles des partis n'organiserait pas à nouveau l'impuissance de l'Etat. Pour faire face à cette situation, j'ai fait fonctionner les institutions de la V<sup>e</sup> République et j'ai utilisé les ressources qu'elles comportent. J'ai prévenu l'Assemblée qu'elle serait dissoute si elle renversait le gouvernement.* » (page 110)

(Franchement, avez-vous l'impression que « *la situation de la V<sup>e</sup> République était désespérée* » en lisant le discours de Giscard ? Encore une exagération de Just et Berg.

Pourtant, il suffisait simplement de constater ce qui se passait et de lire attentivement ce qu'avait dit Giscard pour comprendre que la Ve République pouvait s'accommoder d'un autre parti que l'UDR (ancêtre du RPR et de l'UMP) au pouvoir (et qui plus est, quatre ans plus tard du PS et du PCF) : « *j'ai fait fonctionner les institutions de la V<sup>e</sup> République et j'ai utilisé les ressources qu'elles comportent* » comme le fera si bien Mitterrand par la suite, au lieu de déclarer à tire-larigot qu'elle ne s'en remettrait pas. Là encore, il s'agit d'une simple constatation de ma part, toute caractérisation ou tout jugement

est inutile pour prouver que leurs propos ne reposaient sur rien de réel. Ils substitueront à la réalité, leur propre version des faits induisant leurs militants en erreur.)

Provoquer la rupture entre le P.S. et le P.C.F. relève d'une suprême manœuvre pour sauver la V<sup>o</sup> République. Et il n'est pas exclu que les dirigeants du P.C.F. la tentent, quel soit le prix dont leur parti devrait la payer sur le plan électoral. Loin d'être en contradiction avec la politique d' « union de la gauche », cette opération s'inscrit dans la logique de cette politique. Il s'agit d'imposer aux masses l'idée que l'unité de front des partis ouvriers est impossible. (page 112)

(Cette analyse était exacte, mais la dernière affirmation était fausse.

L'appareil du PCF craignait tout autant de perdre définitivement tout assise populaire (d'être à terme laminé) s'il devait gouverner à nouveau avec le PS, car ce n'est pas le PS mais le PCF qui était en première ligne, il avait encore la capacité de paralyser les masses par sa position majoritaire dans les syndicats, notamment avec la CGT, l'Unef, Sni, Snes, etc. on en aura confirmation par la suite, lorsqu'il tombera de 16% en 81 à 3% en 2002. Cependant, son emprise sur les syndicats ne s'en trouvera pas affecté dans la même proportion...

Par ailleurs, le PCF, après avoir constaté que la Constitution de la Ve République pouvait s'accommoder d'un autre parti bourgeois que l'UDR au pouvoir, la preuve en était faite depuis 1974 et l'élection de Giscard (UDF), dès lors, rien n'empêchait qu'elle s'accommode également avec le PS et le PCF parvenus au pouvoir, alliés au parti bourgeois du Mouvement des radicaux de gauche, puisque leur intention n'avait jamais été de la remettre en cause et que leur programme (le programme commun) s'inscrivait dans la continuité des institutions de la Ve République.

Cela me fait dire que leur objectif n'était pas de « *sauver la Ve République* » puisque aucun facteur objectif ne permettait de dire à ce moment là qu'elle était réellement menacée par l'arrivée éventuelle au pouvoir d'une majorité de type front populaire, mais bien plutôt d'orchestrer la division du mouvement ouvrier pour éviter qu'il ne se mobilise et cristallise tous ses ressentiments contre la Ve République, processus, qui, s'il se réalisait, constituerait pour le coup une menace réelle et bien plus sérieuse contre les institutions.

Quant à l'idée que les masses voulaient à tout prix le front unique, c'était encore une invention de Just et Berg pour justifier l'orientation politique de l'OCI. Que les travailleurs soient pour l'unité, évidemment, mais pas forcément pour le front unique tel que l'entendait les dirigeants de l'OCI, nuance déterminante sur laquelle il faudrait revenir. Il faut bien comprendre que les dirigeants de l'OCI puis du PT, ont toujours privilégié le front unique au sommet auquel ils ont subordonné le front unique à la base, subordonnant ainsi le mouvement ouvrier aux appareils et à la bourgeoisie. A les entendre hier comme aujourd'hui, les masses populaires auraient toujours des illusions dans ces partis, on comprend pourquoi leurs héritiers appellent à voter Royal au second tour, et même PS au premier.

En réalité les choses se passaient ainsi : les militants de l'OCI étant pour la très grande majorité d'entre eux des fonctionnaires, ils militaient dans les syndicats en mettant en avant leur version falsifiée du front unique qui reposait soi-disant sur la confiance indéfectible et quasi immuable du prolétariat dans les appareils. Le tour de passe-passe consistait, au lieu de combattre ouvertement les appareils, en dehors de celui des staliniens pour des raisons que j'évoque ensuite, à légitimer leur rôle en l'imputant au prolétariat, ce qui se traduira toujours par des incantations stériles du genre : *dirigeants, appelez !* Ainsi, ni vu ni connu je t'embrouille, la tactique du front unique en direction des appareils qui consistait à conforter leur position était couverte, les uns et les autres n'avaient pas de soucis à se faire, le statut quo entre les différents syndicats et plus particulièrement leurs appareils qui se partagent les rôles depuis des décennies, était préservé, l'OCI étant au passage généreusement récompensée en retour par la direction confédérale de FO qui lui cèdera cinq ou six fédérations, des postes de permanents et les prébendes tombantes et trébuchantes qui vont avec.)

La victoire électorale du P.C.F. et du P.S., la défaite des partis de la V<sup>o</sup> République, entraînerait une modification radicale de la situation politique. Quelle que soit la volonté des dirigeants de l'Union de la gauche, une majorité du P.C.F. et du P.S. à l'Assemblée nationale est incompatible avec l'existence de la V<sup>o</sup> République. C'est d'ailleurs pourquoi les dirigeants du P.C.F. font tout pour éviter cette situation. Mais les masses combattront cette politique, s'y opposeront, et finalement la V<sup>o</sup> République sera balayée, la crise révolutionnaire s'ouvrira. (page 112)

(J'ai déjà montré l'aspect grotesque et totalement erroné de cette argumentation que les événements à venir démentiront. Pour eux l'analyse de la lutte des classes se réduisait à quelques formules formatées et bien rodées qu'ils répèteront à l'infini avec différentes variantes, jusqu'à l'absurde comme on le voit ici. Ils s'avèreront incapables d'inclure dans leurs analyses les rapports réels existant à l'intérieur et entre les classes. Ils se contenteront de ce que chacun pouvait observer à la surface, de déclarations, et d'en déduire qu'en profondeur et en réalité, il devait forcément en être de même, ce qui n'était pas le cas.

Obnubilés par les jeux institutionnels qui apparemment les passionnaient, ils enfermaient ou réduisaient la lutte de classe du prolétariat dans les limites des institutions, au lieu de l'aider à se projeter ou d'entrevoir son avenir au-delà de ce carcan, le prolétariat se retrouvait ainsi piégé et condamné à avoir comme seul interlocuteur... les appareils du PS et du PCF ! Dès lors toute perspective politique lui était interdite, ce qui s'exprimera dramatiquement après le 10 mai 81 en le livrant pieds et mains liés à la bourgeoisie. En 2007, les dirigeants du PT s'adresse non pas aux travailleurs mais aux « élus », on a là une variante de la stratégie qui prévalait déjà en 1977.)

Contre l'aspiration des masses au front unique des organisations ouvrières, partis et syndicats en vue de combattre le capital, ses gouvernements, son Etat, les partis ouvriers et les appareils syndicaux dressent l'alliance des partis ouvriers avec les partis du capital. (page 115)

(Just et Berg se mettent systématiquement à la place des masses non pas pour prendre leur tension comme l'on dit, et pour ensuite tenir compte de leur état d'esprit du moment, pour ajuster leurs mots d'ordre et leur tactique, non, ils se mettent à leur place, pensent et décident pour elles.)

Mais, encore une fois, ce sont les masses qui, dans un mouvement pratique et en relation avec la construction d'un parti révolutionnaire, peuvent réaliser ces tâches historiques, en partant des conditions et des relations politiques réelles qui résultent de l'histoire du mouvement ouvrier, des organisations qui aujourd'hui restent leurs organisations. (page 115)

(Affirmation que la suite des événements infirmera. Pour Just et Berg, puisque le prolétariat vote pour le PS et le PCF, ce sont encore des partis ouvriers, point. Il suffira que Mitterrand proclame que le PS a ou va changer, pour que cela soit vrai et le croire sur parole. Le passé, leurs expériences des trahisons multiples du PS et du PCF, notamment lorsqu'ils étaient au pouvoir avant 1958, tout cela n'existe plus, ils les ont définitivement écartés de leurs analyses, d'un geste du bras, ils ont balayé toute une période de la lutte des classes, bref c'est comme si l'histoire n'avait pas de mémoire ou qu'elle aurait commencé un certain mois de mai 1958.)

Tout puissant mouvement du prolétariat à l'époque actuelle pose nécessairement la question du gouvernement. (page 115)

Combattant le capital, luttant pour leurs revendications, en France voulant en finir avec la V<sup>o</sup> République, le prolétariat, la jeunesse, les masses exploitées tendent à porter au pouvoir un gouvernement du prolétariat, des exploités, mais dont la forme concrète est forcément à leurs yeux un gouvernement de leurs partis, les partis ouvriers traditionnels, le P.S. et le P.C.F. (page 115)

(Comme ils sont déjà coupés des masses, ils parlent à leur place et leur font dire des choses que seules les dirigeants de l'OCI pensaient comme on a pu le vérifier amplement par la suite. En réalité, dès cette époque, la classe ouvrière votait par dépit pour le PS et le PCF. Il faut ajouter que l'OCI déjà depuis 30 ans, depuis 1947, avait tissé des liens étroits avec les réformistes, notamment avec la direction de FO. Ceci explique sans doute cela. Ni Berg ni Just qui étaient bien placés ne pouvaient l'ignorer. )

Sans doute, un gouvernement des seuls partis ouvriers peut aussi défendre la société bourgeoise, l'Etat bourgeois, mais en période révolutionnaire les masses attendent d'un tel gouvernement qu'il satisfasse leurs revendications et s'attaque à la société et à l'Etat bourgeois. Porter au pouvoir un gouvernement de ce genre exige déjà une très profonde et très puissante activité révolutionnaire des masses. Le fait qu'il soit au pouvoir ne peut qu'inciter les masses à aller plus loin sur la voie de la révolution. (page 115)

(Il faut rappeler qu'à eux seuls les staliniens, les réformistes, les anarchistes et le POUM avaient très bien défendu les intérêts de la bourgeoisie lors du front populaire en Espagne en 36 (relisez donc *Leçons d'Espagne* de Trotsky si vous voulez le vérifier, il y parle de « *l'ombre de la bourgeoisie* » qui planait sur le gouvernement de front populaire, en précisant qu'elle n'avait même pas besoin d'y être présente physiquement). Alors pourquoi écrire « *sans doute* » puisque c'est une certitude, en lisant la suite on comprend mieux où conduit ce genre d'approximation.

Quatre ans après qu'ont été écrites ces lignes, en 1981, Mitterrand n'a pas été porté au pouvoir par une « *très puissante activité révolutionnaire des masses* ». Le prolétariat a voté contre Giscard, le représentant déclaré de la bourgeoisie, mais il n'a pas voté pour autant pour Mitterrand, voilà ce que confirmeront les années qui suivront. Cela signifie clairement qu'il ne se faisait déjà plus aucune illusion sur le PS et le PCF. En l'absence de toute perspective politique et en l'absence d'un puissant parti révolutionnaire, les appareils de tous les partis se réclamant du mouvement ouvrier et surtout ceux des syndicats, arc-boutés pour assurer la continuité des institutions de la Ve République, dans ces conditions, il paraissait évident que les masses auraient toutes les peines du monde à se mobiliser, alors de là à envisager, l'ouverture d'une crise révolutionnaire, c'était tout simplement une vue de l'esprit. Certes, les conditions objectives auraient pu déboucher sur une mobilisation massive du prolétariat, mais abandonné à son propre sort, fort de son expérience passé dont il n'avait jamais tiré toutes les leçons, paralysé par les appareils, au lieu de s'engager dans un mouvement qui l'aurait conduit à la débâcle, d'une certaine façon il s'est replié sur lui-même en attendant des jours meilleurs.

La situation politique est une combinaison de conditions objectives et subjectives. Ni l'une ni l'autre ne sont suffisantes pour vaincre la bourgeoisie.

Dans *Où va la France*, Trotsky écrivait en 1936 : « *Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non révolutionnaire et une situation pré-révolutionnaire, entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique.* ». Rassurez-vous ce sera ma seule citation.

Je ne prétends pas être un théoricien, mais cela ne m'empêche pas de réfléchir à la situation.

Je me dis que pour qu'une situation devienne pré-révolutionnaire, il faut en premier lieu que les conditions (objectives) d'existence des travailleurs se soient dégradés ou qu'elles soient devenues insupportables au point qu'ils commencent à se poser la question du pouvoir, qu'ils l'aient manifesté à plusieurs reprises avec force, ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils auraient trouvé la réponse adéquate à cette question.

Si la grève générale témoigne à elle seule que la mobilisation des masses a franchi une nouvelle étape posant la question du pouvoir, aucun élément ne permet de dire à priori qu'elles auront les moyens d'aller au-delà, comme ce fut le cas en 1968 en France. On pouvait dire après coup qu'il s'agissait d'une situation pré-révolutionnaire qui avait avorté...

Dix ans plus tard, après une embellie économique partielle qui ne profitera en fait qu'à certaines couches du prolétariat et de la petite-bourgeoisie, les conditions objectives se révéleront sensiblement les mêmes qu'en 1968, il faut rappeler qu'à cette époque le chômage était insignifiant, mais les salaires étaient toujours aussi misérables, les augmentations de salaire suivaient en partie l'augmentation des prix mais ne comblaient pas le retard accumulé du fait que les salaires de base étaient très bas. Les grèves se succédaient les unes aux autres, et malgré la division, autant que je m'en souviens, elles étaient couronnées de succès assez fréquemment, le PS et le PCF remportaient chaque élection partielle à partir de 1978, ce qui nous faisait dire qu'ils étaient majoritaires dans le pays, le RPR aux législatives de 1978 était au plus bas depuis 1958 avec 31,4% des voix. Si l'on pouvait prévoir la victoire du PS et du PCF aux prochaines élections de 1981, en revanche sur le terrain de la lutte des classes, absolument aucun élément ne permettait de dire qu'on s'avancait vers la grève générale ou une situation pré-révolutionnaire.

Mitterrand a été élu alors que les travailleurs n'avait pas la moindre illusion en lui ni en le PS ni en le PCF, voilà ce qu'il ne fallait surtout pas dire. Même en 2007 ! Après l'élection de Mitterrand, les dirigeants du PCI se couvriront de honte en le soutenant sans réserve, allant jusqu'à dire en 1983 qu'il était encore « à la croisée des chemins », faisant croire aux militants et aux travailleurs qu'il pourrait encore s'engager dans la voie du socialisme. Forfaiture, crime et trahison à la fois !

Aujourd'hui, les conditions d'existence du prolétariat se sont considérablement dégradées par rapport à la fin des années 70, le chômage est devenu massif, les loyers exorbitants, les salaires misérables, les augmentations de salaire sont quasiment nulles, les jeunes sont livrés à la précarité, sans avenir, donc tout porte à penser que nous sommes déjà face à une situation pré-révolutionnaire du point de vue des conditions objectives. Mais cela ne suffit pas, elle peut aussi pourrir sur pieds avant même d'éclore. Le prolétariat échaudé par les défaites du passé, en l'absence d'une issue politique clairement identifiée et d'un parti inspirant la confiance sur lequel s'appuyer pour se mobiliser en masse, hésite à se mobiliser. Bien qu'il ait manifesté avec force à de nombreuses reprises son rejet de la politique menée par tous les gouvernements successifs depuis 27 ans, ayant déserté les partis qui l'ont toujours trahi, il demeure désarmé politiquement et démuni face aux agressions de plus en plus meurtrières du capitalisme. On pourrait dire qu'il sait pertinemment ce qu'il ne veut plus, il sait ce qu'il veut, mais il ne sait pas encore comment s'y prendre pour le réaliser et l'imposer. Loin d'être dans un état léthargique ou à l'opposé dans un état euphorique, il serait plutôt dans une situation intermédiaire en l'attente d'une solution pour régler ses problèmes. Autrement dit, s'il a compris que ses problèmes ne seront jamais réglés par le capitalisme, il n'a encore rien trouvé pour le remplacer.

Seule l'aggravation de ses conditions d'existence le forceront à tenter le tout pour le tout à un moment donné, ayant le sentiment ou l'impression de n'avoir plus rien à perdre, selon la formule consacrée. Au lieu de perdre notre temps et le sien à lui expliquer ce qu'il sait déjà, nous devons l'aider à prendre conscience de la validité du programme transitoire que nous préconisons et à l'adopter (donc s'organiser et participer activement à la lutte des classes), car c'est lui seul qui finalement le mettra en œuvre. C'est à mon avis le seul moyen de l'aider à prendre confiance en lui-même, de l'aider à avancer réellement sur la voie de son émancipation, sur la voie du socialisme. Si nous demeurons incapables d'intégrer cette donnée dans notre tactique et notre stratégie, nous lui serons d'aucune utilité, malgré toute notre bonne volonté et le meilleur programme du monde.)

Le combat politique pour un gouvernement des seuls partis ouvriers sans ministres représentants des organisations et partis de la bourgeoisie est un puissant moyen d'agitation, un ferment révolutionnaire au sein des masses, un facteur de modification des rapports politiques au sein de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées, car il répond à leurs besoins et aux exigences quotidiennes qui les confrontent, et épouse la logique de la lutte des classes. (page 115)

(Sans tenir compte de l'expérience accumulée des masses des multiples trahisons des appareils, on connaît malheureusement la suite. Just et Berg développaient une orientation politique apparemment correcte sur le papier, temps qu'on ne se donnait pas la peine d'y regarder de trop près, mais dans les faits, elle ne correspondait pas à la réalité des rapports entre les masses et les appareils. Le problème provient sans doute qu'ils se prenaient pour ce qu'ils n'étaient pas ou que c'était de vulgaires manipulateurs, je n'en sais rien. Combien de fois avant même que Mitterrand ne soit élu, j'ai entendu les cadres de l'OCI répétés que s'il était élu c'était uniquement grâce à l'OCI. Ah ! cela galvanisait les troupes, mais c'était encore une invention de leur part. )

présidentielles toute une agitation circonstanciée sur le thème : que le P.S. et le P.C.F. s'unissent et appellent les masses au combat pour imposer la dissolution de l'Assemblée nationale élue en 1973, mais qu'à maintes reprises depuis le suffrage universel a désavouée. (page 116)

(Les masses sachant pertinemment par expérience que le PS et le PCF ne les appelleront jamais à combattre pour cet objectif, les mois suivant l'élection présidentielle, c'est l'apathie générale qui l'emportera, à tel point qu'un mois plus tard, lors des législatives, l'abstention atteindra 24,9% au second tour, le 21 juin 81, le taux le plus élevé depuis le 25 novembre 1962 ! Vous avez là sous les yeux un exemple typique du front unique au sommet, des appareils, appelé de leurs vœux par les dirigeants de l'OCI-PCI (puis PT), qui conduira inexorablement le prolétariat dans une impasse pendant des décennies jusqu'à nos jours. Le sachant pertinemment, on a le droit et même le devoir de parler de trahison manifeste.)

Une gigantesque explosion sociale peut s'ensuivre, qui poserait d'emblée la question du gouvernement. Les initiatives politiques soulevant clairement la nécessité de s'organiser sur la ligne du front unique ouvrier, (...)

(Qui n'a jamais eu lieu ! ... grâce notamment au front unique subordonné aux appareils justement, mais chut ! il ne faut surtout pas le dire ! Peut-on forger une orientation politique en employant le conditionnel à tour de bras ? Trotsky disait que l'art de la politique consistait à prévoir en quelque sorte le déroulement des événements, etc. A défaut d'avoir été capable de prévoir quoi que ce soit, nos auteurs s'inventèrent un chapitre de la lutte des classes !)

En conséquence, leur existence correspond à l'objectif d'un gouvernement des seuls partis ouvriers, sans ministres représentant des partis bourgeois, aujourd'hui un gouvernement du P.S. et du P.C.F.

(Comme 30 ans plus tard, selon certains ! quelle manipulation ou escroquerie politique !)

L'intervention sur tous les terrains, en utilisant toutes les formes de la lutte des classes, est ordonnée par cette perspective politique. (page 117)

(Fermant par la même occasion au prolétariat toute perspective politique indépendante des appareils ! Cela avait au moins le mérite d'être clair, net et précis au moins. On a ici en substance la seule raison d'être aujourd'hui du PT, comme de l'OCI et du PCI hier.)

Conclusion.

Si vous voulez encore vous fier à ce genre de « marxistes », à leurs écrits, libre à vous. Quant à moi je suis trop vieux pour me laisser avoir une deuxième fois, tout du moins je fais tout pour qu'il n'en soit pas ainsi.

Evidemment tout n'est pas à jeter dans ce qu'ils ont écrit, mais on est bien obligé de constater qu'il est indispensable de garder ses distances par rapports à leurs analyses puisqu'elles sont la plupart du temps dirigées dans une mauvaise direction et animés par des motifs inavoués, que l'on discerne par moment sans que l'on puisse en déterminer exactement l'origine ou la nature. J'ai bien émis quelques hypothèses, mais elles demeurent sommaires et mériteraient une étude plus poussée.

Tout au plus, on peut constater que les dirigeants du PCI puis du PT ont continué à distiller la même politique en l'amplifiant, ce qui les conduira à liquider le PCI en 1986 notamment, alors que l'on était en droit de penser à tort ou à raison, qu'il aurait pu constituer les bases de la construction du parti révolutionnaire en France.

Par la suite, l'adaptation progressive, puis la subordination totale à la bourgeoisie de la part de ces dirigeants en créant le MPPT, puis le PT, l'adoption de la ligne de la défense de la démocratie bourgeoise, m'incline à penser que cette orientation était délibérée et inévitable puisqu'elle correspondait trait pour trait aux rapports qu'avait établis son dirigeant historique Pierre Lambert, avec les appareils du PS et de FO dès le milieu des années 40. Quand ils perdront l'Unef avec le départ de Cambadellis, ils se rabattront sur la Libre Pensée et la franc-maçonnerie, ce qui d'une certaine manière sera pire encore du point de vue de la collaboration de classe avec la bourgeoisie.

La décomposition politique des dirigeants du PT a franchi un nouveau palier en présentant et en soutenant un candidat à l'élection présidentielle de 2007, on devrait plutôt dire, en fabriquant de toutes pièces, un candidat soutenu par des élus de l'UMP, de l'UDF, du PS, du MRC et du PCF, confirmant par là leur capitulation totale devant la bourgeoisie, dont je pense avoir montré dans ce document, que l'origine remontait bien au-delà des 30 dernières années, ce qui devrait donner matière à réflexion à tous les militants de ce parti et à ceux qui en sont issus.

Maintenant que des dirigeants du PCI-OCI ne se soient pas rendu compte de la nature de l'orientation politique qu'ils impulsaient au sein de leur parti, alors qu'ils participaient ses instances dirigeantes depuis de longues années, et qu'ils avaient en principe entre les mains tous les éléments leur

permettant de comprendre la situation sociale et politique, alors qu'ils avaient un niveau théorique très élevé, on aura vraiment beaucoup de difficulté à l'imaginer, encore plus à s'en convaincre.

Il n'en demeure pas moins qu'ils étaient tous alignés sur la même orientation politique, qu'ils ont tous soutenus la collaboration de classe avec la bourgeoisie en acceptant et en couvrant par leur silence, par leurs écrits, les rapports qu'avait établis Lambert avec les appareils, et au-delà avec les institutions de la Ve République, qu'on le veuille ou non, nous en avons une démonstration impossible à nier sous les yeux.